nº 25 – Automne 1997

LA REVUE DE L'IRES

Crise syndicale, renaissance européenne ?
Adelheid Hege

L'emploi commercial aux Etats-Unis et en France et les difficultés des comparaisons internationales
Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice

Problèmes de l'emploi au Brésil
Jorge Mattoso

Les sources de la performance : public et privé
Gilles Jeannot

La représenttion sociale territoriale, premier essai de mesure et d'évaluation
Hughes Blassel et Jean-Paul Jacquier

L'hétérogénéité des classes au collège : quels effets sur les acquisitions des élèves ?
Marie Duru-Bellat et Alain Mingat

IRES ■ Institut de Recherches Economiques et Sociales

Résumés des articles

Crise syndicale, renaissance européenne ?

Adelheid Hege

Y a-t-il un avenir européen pour les syndicats nationaux ? Observateurs et acteurs s'accordent pour relever trois obstacles importants sur le chemin de l'européanisation du mouvement syndical. Les positions acquises dans les arènes nationales sont ébranlées ; les structures d'action supranationale sont défaillantes ; on ne repère guère de mouvement de convergence favorable à l'harmonisation des systèmes nationaux. La réflexion sur l'européanisation des syndicats serait toutefois incomplète si elle renonçait à intégrer une donnée supplémentaire liée, elle, aux ressorts internes de l'action syndicale. Comment les syndicats conquièrent-ils un statut d'acteur sur la scène tant nationale qu'européenne ? D'où tiennent-ils leur capacité d'action et d'adaptation ? L'article met au centre de la réflexion la « capacité représentative » de l'acteur syndical : il semble bien que la capacité stratégique des syndicats est liée à une condition de représentativité à l'égard de leurs membres. En même temps que la représentativité reste, pour les syndicats, un objectif toujours à poursuivre, elle se coule dans des expressions profondément diversifiées d'un territoire national à l'autre. Le caractère dialectique de la construction de la capacité représentative doit, lui aussi, être souligné. La conquête de la représentativité repose peut-être moins sur la volonté de réconcilier des intérêts hétérogènes voire contradictoires qui s'expriment parmi les salariés, que sur la capacité des syndicats de recréer et de reconfirmer des identités collectives.

L'emploi commercial aux Etats-Unis et en France et les difficultés des comparaisons internationales

Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice

Cet article contient une réflexion sur la façon dont sont souvent utilisées les comparaisons internationales - ici dans le cas du commerce de détail en France et aux Etats-Unis pour préconiser des politiques sectorielles d'emploi. On se propose de montrer que pour comparer les niveaux d'emploi sectoriels dans deux pays, il faut en premier lieu s'appuyer sur une méthodologie rigoureuse de comparaison « statique », convoquant les principales variables réelles susceptibles d'influer sur l'emploi dans le secteur considéré – ici le commerce de détail – L'impact de chacune de ces variables : niveau de vie, durée du travail, productivité et qualité est estimé. On envisage ensuite des variables monétaires, c'est-à-dire des modes de financement de ces emplois dans les deux pays. Dans un registre dynamique, ensuite, on s'intéresse au comportement des entreprises françaises dans le contexte historique et économique spécifique du secteur considéré. On en conclut qu'il est peu probable que, dans cet environnement, la baisse des charges patronales se traduise par un accroissement sensible de l'emploi dans le commerce de détail.

Problèmes de l'emploi au Brésil

Jorge Mattosso

Des changements économiques significatifs interviennent dans le Brésil des années 90, avec des conséquences sur les structures de production, sur l'emploi et sur l'action des organisations de travailleurs. Ces changements proviennent d'une nouvelle forme d'insertion passive dans l'économie mondiale, d'une stabilisation monétaire atteinte par survalorisation de la monnaie nationale, d'un niveau excep-

tionnellement haut des taux d'intérêts, et de l'absence de politiques sectorielles de production et d'emploi.

Ces transformations ont eu trois effets principaux : a)L'économie brésilienne, devenue dépendante des flux de capitaux spéculatifs internationaux, a été peu capable de faire face aux soubresauts du système financier international. b)Tout au long des années 90, les différents maillons d'une chaîne productive jusque là complexe et intégrée se sont affaiblis sans que surgisse une nouvelle et dynamique spécialisation productive. c)La croissance économique a été contrainte par les problèmes récurrents de la balance des paiements et des transactions courantes provoqués par la survalorisation de la monnaie et par une ouverture économique indistincte.

Les conséquences sur la capacité de l'économie à créer des emplois ne se sont pas fait attendre. Les emplois formels stagnent, même quand la croissance économique est positive. L'informalité et la précarisation des conditions et relations de travail s'élargissent. Le chômage, inconnu au Brésil jusque dans les années 80, est apparu comme un des problèmes essentiels, affectant des millions de travailleurs dans les principales et les plus riches régions métropolitaines du pays.

Les syndicats et les centrales syndicales avaient entamé dans les années 80 un processus d'organisation et de relégitimation sociale, après de longues années de dictature. Ils étaient devenus un élément d'impulsion de la redémocratisation des institutions sociales et économiques du pays. Avec la déstructuration de la production et de l'emploi national intervenue dans les années 90, ce processus s'est interrompu. L'extraordinaire vitalité, créativité et force de proposition des organisations de travailleurs des années 80 ont fait place à un état d'esprit défensif.

Les sources de la performance : public et privé en miroir

Gilles Jeannot

L'article, résultat d'un séminaire, rassemble et met en forme un ensemble d'interrogations sur la manière dont se définissent des indicateurs et s'identifient des facteurs de performance dans le secteur privé et dans le secteur public et sur les relations qui s'établissent à ce propos entre ces deux secteurs. Trois thèmes sont abordés successivement. Le premier porte sur les transferts de méthodes de gestion du secteur privé vers le secteur public, ce que l'on a appelé le « management public ». On suggère ici que si la critique traditionnelle du management public porte sur la transférabilité de ces méthodes, on peut s'interroger avant cela sur la valeur même de celles-ci tant du côté privé que du côté public. La seconde partie aborde la prise en compte des impacts liés à l'intégration de différentes composantes d'une action. Des analogies se dessinent alors entre la mise en œuvre sur un même territoire de multiples politiques publiques sectorielles et certaines interrogations parmi les plus contemporaines sur les effets systèmes dans la production industrielle. Enfin la dernière partie concerne l'activité de l'entreprise en tant qu'elle contribue à une finalité considérée aujourd'hui comme publique : l'emploi. Les strates successives des politiques pour l'emploi apparaissent comme la projection de représentation successives de la représentations que l'on a, du côté du public, de ce qui est à l'origine de la performance privée.

La représentation sociale territoriale, premier essai de mesure et d'évaluation

Hughes Blassel, Jean-Paul Jacquier

Dans le domaine de la représentation sociale, il existe deux grands types d'institutions sociales, celles créées dans l'entreprise, celles mises en place à l'extérieur de celle-ci. Cette étude porte sur la représentation sociale interprofessionnelle territoriale, c'est à dire aux autres niveaux que le niveau national ou international. Nous

avons dressé un panorama de l'existant : dénombrer les instances et institutions, classer les genres, paritaires, tripartites, trier les domaines, formation, emploi, protection sociale, évaluer le nombre de mandats.

Le constat est double. L'importance et la diversité des mandats exercés. Pour une région théorique, on trouve 1 300 sièges à pourvoir pour les syndicats et 900 sièges pour les employeurs. Ces chiffres peuvent provoquer la critique, ils doivent être mis en rapport avec les populations concernées. Cette représentation touche à toutes les activités concernant les conditions d'emploi et de vie des salariés et anciens salariés. Elle structure une part essentielle des mécanismes d'ajustements sociaux, par le nombre de bénéficiaires, les milliards de dépenses et l'utilité sociale de ces prestations ou services.

Cette représentation soulève trois paradoxes :

Elle ne fonde pas une politique territoriale. Ces institutions pour une large part sont davantage aux ordres de Paris que capables de se définir par une logique de proximité. Cette représentation ne nourrit pas les relations professionnelles, elle est méconnue et n'enrichit pas l'image et la légitimité des organisations qui l'ont fondée.

La France invente des institutions sociales. Elle ne crée pas de participation sociale.

L'hétérogénéité des classes au collège : quels effets sur les acquisitions des élèves ?

Marie Duru-Bellat, Alain Mingat

Ce texte entend verser des éléments empiriques au débat sur les classes de niveau, et plus largement sur la manière de gérer l'hétérogénéité du public d'élèves. Il s'appuie sur une exploitation originale de données rassemblées par la Direction de l'Evaluation et de la Prospective, entre 1989 et 1992, à l'occasion de d'évaluation des « cycles en trois ans » expérimentés au collège à cette période. Le texte s'attache d'abord à construire une mesure de ce concept flou de « classe de niveau », pour tenter ensuite d'évaluer la fréquence de ce mode de groupement à l'entrée au collège.

Dans un second temps, l'effet d'une scolarisation dans une classe de tel ou tel niveau moyen, et plus ou moins hétérogène, est estimé, le résultat le plus net étant que les classes de niveau ont, à ce niveau, plutôt tendance à accentuer les inégalités entre élèves. Enfin, on s'intéresse aux voies par lesquelles ce type de classe est constitué, et par lesquelles ces effets inégalitaires sont produits. Sur le premier point, le regroupement des élèves en fonction de la langue étudiée en 6^{e} apparaît jouer un rôle important. Concernant les processus à l'œuvre, la littérature existant sur ce sujet amène à invoquer d'une part le fait que l'instruction délivrée dans les classes diffère en quantité et en qualité selon leur niveau supposé, et d'autre part que jouent également des phénomènes d'« étiquetage » des élèves, en fonction là encore de leur niveau supposé.

L'article évoque pour finir la contradiction potentielle que manifestent ces résultats, entre les intérêts des parents – placer leur enfant dans une « bonne » classe – et celui du politique – constituer des classes hétérogènes, pour maximiser les progressions de l'ensemble d'une classe d'âge.

English Abstracts

Towards a European Renaissance for Trade Unions?
Adelheid Hege

Do national trade unions have a future in Europe? Observers and protagonists concur in identifying three major obstacles on the road to Europeanisation of the trade union movement: established positions in the national arenas have grown weaker; structures for supra-national action are inadequate; there a few signs of the convergence which is required for harmonisation of national systems. However, an analysis of the question of Europeanisation must also take account of the internal dynamics of trade union action. How do trade unions acquire their status as actors on the national and European stage? From where do they derive their capacity for action and adaptation? This article focuses on trade unions' "representative capacity" and shows that their ability to act is tied up with the requirement that they be representative of their membership, a perennial objective of which trade unions cannot afford to lose sight. However, representativeness flows through contrasting and deeply ingrained channels in different countries. The dialectical nature of the construction of representative capacity must also be stressed. The conquest of representativeness depends perhaps less on the capacity to reconcile the different and sometimes contradictory interests expressed by workers than on trade unions' capacity to forge and affirm collective identities.

Avoiding the Pitfalls of International Comparison: A Study of Retail Sector Employment in the United States and France
Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice

This article takes a critical look at recent recommendations, based on international comparison, stating that France should lower labour costs in order to promote job creation. It is based on a study of the retail sector in France and the United States. A comparison of employment levels within a given sector in different countries requires a sound method of static comparison, which assesses the impact of all the major variables, including the standard of living, work schedules, productivity and product quality. The different methods of financing jobs in the two countries are then analysed. Finally, the authors undertake a dynamic analysis focusing on the historical and economic context of the retail sector in France. The conclusion is that, within the specific environment of the French retail sector, a decrease in labour costs is unlikely to lead to any substantial increase in employment.

Employment Problems in Brazil
Jorge Mattoso

The Brazilian economy has undergone significant changes since 1990, with consequences on production structures, employment and the actions of trade unions. These changes stem from a new form of passive integration into the global economy, monetary stabilisation achieved through overvaluation of the national currency, exceptionally high interest rates, and an absence of sector-level public policies concerning production and employment. As a result, the Brazilian economy, having become dependent on international capital flows, is highly vulnerable to the sudden swings of international finance. Furthermore, links between different components of the production system have been weakened and no new specialisation patterns have appeared. Finally, economic growth has been held back by recurrent balance

of payments problems caused by overvaluation of the national currency and the fact that the national economy has become indiscriminately open to the rest of the world.

The effect on job creation has been disastrous. Employment in the formal sector has stagnated, even during phases of economic growth. The informal sector has grown and working conditions have deteriorated while jobs have become increasingly unstable. Practically unknown in Brazil until the 1980s, unemployment has become a major problem, affecting millions of workers even in the most prosperous areas.

Following a long period of dictatorship, trade unions began to reorganise in the 1980s, acting as a major force for renewal of democracy in the country's institutions. With the deterioration of the production system and employment conditions in the 90s, this process has come to a halt. The extraordinary vitality and creativity that unions showed in the 80s has given way to a much more defensive posture.

Management Techniques and Efficiency: Comparing the Public and Private Sectors
Gilles Jeannot

This article discusses and compares factors that affect efficiency in the private and the public sectors. Applications of private sector management techniques to the public sector are often criticised on the grounds that such techniques are not transferable. However, it may be that standard management techniques are of limited value, not only within the public sector, but even within the private sector where they have originated. Nonetheless, recent research centred on decentralisation and coordination of decision making in the private sector may have interesting applications in the area of public policy. The last part of the article studies the impact of private firms' policies on employment, which can be considered a public good in the present context. Public employment policy is based on policy makers' interpretations of the factors affecting efficiency in the private sector.

Employee Representation in Regional Institutions in France
Hughes Blassel, Jean-Paul Jacquier

Institutions based on employee representation can either be put in place within companies or created outside companies. This study is centred on the latter type of institution and focuses on regional structures. An inventory of such structures is drawn up, and they are classified depending on whether they are based on joint representation of employees and employers or if public authorities are also present, and according to the domains they govern: training, employment, and social welfare. In France, such institutions involve a large number of participants who play a wide variety of roles. Within a typical region, there exist about 1,300 offices for trade union representatives and about 900 for employers' organisations. The number of positions is often said to be too high, but it should be compared to the size of the population these representatives serve. These institutions touch on every facet of working and living conditions, both for active employees and retirees. They act as mechanisms of social adjustment by influencing the number of beneficiaries, the sums spent and the social impact of benefits and services.

However, regional structures do not necessarily make for coherent regional policy. Indeed, most of the existing institutions are dominated by Paris-based leadership and they are not capable of designing policies appropriate to local conditions. Furthermore, this type of representation has not bolstered the French system of industrial relations. The public at large is not familiar with regional institutions and their actions have not enhanced the image and the legitimacy of the organisations which created them. France has invented many social institutions, but the country

has not managed to create conditions which are truly conducive to employee participation in decision-making.

The Impact of Heterogeneity in Classes on Students' Progress in Secondary Schools

Marie Duru-Bellat, Alain Mingat

This text is based on original empirical analysis of data concerning the effects of creating homogeneous classes based on students' levels. First, the concept of homogeneous groups is examined and then the frequency of this mode of organisation is evaluated. An estimation of the effects of sorting by level shows that it tends to accentuate disparities between students. The ways in which homogeneous groups are constituted are examined. The foreign language which students entering secondary school, usually at the age of 11, choose to study, seems to play a key role. Existing literature on the subject indicates that the instruction dispensed to classes of different levels differs both in quantity and quality and that individual students are "labelled" according to their supposed level. There is a potential conflict of interest inherent in this process. While parents generally try to place their children in a "good" class, policy makers have an interest in keeping groups heterogeneous in order to maximise progress for all the students within a given age group.